

Unité départementale de la Côte-d'Or  
21 Bld Voltaire  
CS 27912  
21035 DIJON

Dijon, le 29/07/2024

**Rapport de l'inspection des installations classées**  
Visite d'inspection du 18/06/2024

**Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

**SARPI MINERAL FRANCE**  
ECOPOLE DES GRANDS MOULINS  
21270 Drambon

Références : 2024-290  
Code AIOT : 0005402210

**1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 18/06/2024 dans l'établissement SARPI MINERAL FRANCE implanté ECOPOLE DES GRANDS MOULINS 21270 Drambon.

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- SARPI MINERAL FRANCE
- ECOPOLE DES GRANDS MOULINS 21270 Drambon
- Code AIOT : 0005402210    Installation : Avec Titre ☒    Sans Titre ☐
- Régime : A
- Statut Seveso : SEVESO HAUT
- IED : IED

La société SARPI Mineral France exploite sur le site de Drambon-Pontailier plusieurs installations classées dont en particulier une ISDD, une unité de stabilisation de déchets dangereux (unité PSS), une plate-forme "terres et mâchefers" et une unité de traitement des lixiviats (Biovalix).

**Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- Traçabilité

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - les observations éventuelles ;
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...;

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative »;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet des suites graduées et proportionnées avec :
  - soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription);
  - soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

### **2-2) Bilan des constats hors points de contrôle**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la présente inspection (1)	Proposition de délais
1	Mise en place d'un Système de Gestion de la Sécurité	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 8		Demande d'action corrective	3 Mois
2	Recensement des événements	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe I point 6		Demande d'action corrective	3 Mois
3	Mesures de Maîtrise des Risques (MMR) : Suivi des défaillances	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 7 point 5		Demande d'action corrective	3 Mois
4	Déclaration et analyse des causes des événements à l'inspection	Code de l'environnement du 24/09/2020, article R. 512-69		Demande d'action corrective	3 Mois
6	Traçabilité des déchets – utilisation du Registre national	Code de l'environnement du 30/03/2021, article R. 541-43	/	Demande d'action corrective	12 Mois
7	Rupture de traçabilité	Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 10	/	Demande d'action corrective	3 Mois
9	Déclaration GEREP plateforme	Arrêté Ministériel du 31/01/2008, article 4	/	Demande d'action corrective	9 Mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
5	Traçabilité des déchets – utilisation de Trackdéchets	Code de l'environnement du 24/11/2022, article R. 541-45	/	

8	Gestion de terres contaminées au mercure	Arrêté Préfectoral du 12/01/2018, article 9.4.8	/	
---	--	---	---	--


### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Concernant les suites de l'inspection menée le 31 octobre 2023 sur le Système de Gestion de la Sécurité (SGS), plusieurs démarches sont en cours pour harmoniser les anciennes procédures (Suez) avec les nouvelles (SARPI). L'exploitant présentera à l'inspection les conclusions de ces travaux en septembre 2024.


Concernant la traçabilité, l'exploitant utilise Trackdéchets et le Registre National des Déchets, Terres et Sédiments (RNDTS). En revanche, il renseigne des ruptures de traçabilité sans être autorisé à cet effet. Par échantillonnage, l'exploitant a présenté à l'inspection le suivi interne qu'il effectue sur les déchets admis au sein de son installation.

## 2-4) Fiches de constats


### N° 1 : Mise en place d'un Système de Gestion de la Sécurité

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 8
<b>Thème(s) :</b> Autre - Existence SGS
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"><li>• Lors de la visite d'inspection du 31/10/2023</li><li>• Type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites</li><li>• Suite(s) qui avai(en)t été actée(s) :</li><li>• Date d'échéance qui a été retenue :</li></ul>
<b>Prescription contrôlée :</b> <p>L'exploitant met en place dans l'établissement un système de gestion de la sécurité applicable à toutes les installations susceptibles de générer des accidents majeurs en application de l'article L. 515-40 du code de l'environnement. Le système de gestion de la sécurité est conforme aux dispositions mentionnées en annexe I au présent arrêté. L'exploitant met en œuvre les procédures et actions prévues par le système de gestion de la sécurité, conformément à l'article R. 515-99 du code de l'environnement. L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les différents documents mentionnés à l'annexe I du présent arrêté.</p>
<b>Constats :</b> <p>L'exploitant présente son tableau de suivi associé aux demandes de l'inspection SGS du 31/10/2023.</p> <p>Il rappelle qu'il fonctionne actuellement avec des procédures Suez et des procédures SARPI parfois incohérentes, notamment concernant la cotation des incidents/accidents.</p> <p>SARPI a un souhait d'uniformisation des procédures entre tous les sites concernés. Des réunions mensuelles sont organisées depuis mars 2024, impliquant les services qualité et risques industriels au niveau national. Une réunion finale est programmée le 04/07/2024 pour finaliser les procédures mises à jour avant l'été. Ainsi la période estivale permettra de bénéficier rapidement d'un premier retour d'expérience d'application à l'automne.</p>
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b> <p><b>Conformément au délai accordé dans le rapport de l'inspection du 31/10 2023, l'exploitant transmettra à l'inspection les éléments mis à jour en septembre 2024.</b></p>
<b>Respect de la prescription :</b> 
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 3 Mois


## N° 2 : Recensement des évènements

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe I point 6
<b>Thème(s) :</b> Autre - Surveillance des performances
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"><li>• Lors de la visite d'inspection du 31/10/2023</li><li>• Type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites</li><li>• Suite(s) qui avai(en)t été actée(s) :</li><li>• Date d'échéance qui a été retenue :</li></ul>
<b>Prescription contrôlée :</b> <p>Les procédures englobent le système de notification des accidents majeurs ou des accidents évités de justesse, notamment lorsqu'il y a eu des défaillances des mesures de prévention, les enquêtes faites à ce sujet et le suivi, en s'inspirant des expériences du passé.</p>
<b>Constats :</b> <p>La mise en cohérence des critères fait partie des sujets sur lesquels l'exploitant travaille lors des réunions mensuelles évoquées dans le constat n° 1 précédent.</p> <p>L'exploitant a présenté la procédure SARPI « Gestion des accidents et des évènements graves » du 09/01/2023, le document présente une échelle de cotation des évènements, la cotation finale peut engendrer un signalement à la DREAL.</p> <p>A la demande de l'inspection, l'exploitant présente 2 incidents récents :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>• la présence d'une flaque d'acide sur l'unité de traitement Biovalix le 22/04/2024 : la cotation n'a pas atteint le « seuil DREAL » mais l'inspection a tout de même été informée de celle-ci ;</li><li>• le dernier départ de feu enregistré sur l'ISDND le 25/08/2023 était coté 6, la DREAL avait également été informée.</li></ul> <p><b>L'inspection demande à ce que les signaux faibles soient intégrés à la réflexion.</b></p>
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b> <p><b>Conformément au délai accordé dans le rapport de l'inspection du 31/10 2023, l'exploitant transmettra à l'inspection la procédure intégrant la cotation mise à jour en septembre 2024.</b></p>
<b>Respect de la prescription :</b> 
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 3 Mois

### N° 3 : Mesures de Maîtrise des Risques (MMR): Suivi des défaillances


<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 7 point 5
<b>Thème(s) :</b> Autre - MMR: suivi des défaillances
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"><li>• Lors de la visite d'inspection du 31/10/2023</li><li>• Type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites</li><li>• Suite(s) qui avai(en)t été actée(s) :</li><li>• Date d'échéance qui a été retenue :</li></ul>
<b>Prescription contrôlée :</b> <p>Les défaillances des mesures de maîtrise des risques sont enregistrées et gérées par l'exploitant. Ces défaillances sont analysées et les actions correctives et/ ou préventives nécessaires sont menées.</p> <p>Les anomalies des mesures de maîtrise des risques, y compris celles conduisant à des périodes d'indisponibilité, sont enregistrées, le cas échéant, les actions correctives nécessaires sont menées. Les anomalies enregistrées sont analysées et font l'objet d'une revue, aboutissant si nécessaire, à la mise en œuvre de mesures préventives ou correctives.</p> <p>Les défaillances sont des dysfonctionnements de nature à compromettre la fonction de sécurité d'une mesure de maîtrise des risques et à remettre en cause l'efficacité attendue, y compris de manière temporaire. Les anomalies sont des dysfonctionnements qui ne sont pas de nature à compromettre la fonction de sécurité de la mesure de maîtrise des risques ni à remettre en cause l'efficacité attendue (par exemple par effet d'une sécurité positive).</p> <p>A l'occasion du réexamen de l'étude de dangers le cas échéant, les niveaux de confiance des mesures de maîtrise des risques sont réévalués à la lumière des défaillances enregistrées et de la revue des anomalies.</p>
<b>Constats :</b> <p>L'exploitant indique que la direction technique a été renforcée avec l'embauche d'un ingénieur risque industriel. Celui-ci doit compléter le fichier des barrières de sécurité.</p> <p>La liste sera mise à jour pour septembre également.</p>
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b> <p><b>Conformément au délai accordé dans le rapport de l'inspection du 31/10 2023, l'exploitant transmettra à l'inspection la liste des barrières de sécurité en septembre 2024.</b></p>
<b>Respect de la prescription :</b> 
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 3 Mois

#### N° 4 : Déclaration et analyse des causes des événements à l'inspection

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 24/09/2020, article R. 512-69
<b>Thème(s) :</b> Autre - Information de l'ICC des accidents/incidents
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"><li>• Lors de la visite d'inspection du 31/10/2023</li><li>• Type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites</li><li>• Suite(s) qui avai(en)t été actée(s) :</li><li>• Date d'échéance qui a été retenue :</li></ul>
<b>Prescription contrôlée :</b> <p>L'exploitant d'une installation soumise à autorisation, à enregistrement ou à déclaration est tenu de déclarer, dans les meilleurs délais, à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de cette installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1.</p> <p>Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant à l'inspection des installations classées. Il précise, notamment, les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou à long terme</p>
<b>Constats :</b> <p>L'inspection a interrogé l'exploitant sur les analyses menées suite à la découverte de la flaqué d'acide sur l'unité Biovalix (cf. constat n° 3 ci-dessus).</p> <p>L'exploitant rappelle que Biovalix est gérée par Suez Bioénergie. Une analyse des causes a été menée : la flaqué est due à un débordement de la cuve d'acide phosphorique sans remplissage (remontée d'acide par l'évacuation malgré la présence d'un clapet anti-retour et d'une vanne. Le circuit a été réisolé dans l'attente du remplacement du clapet anti-retour non adapté.</p> <p>L'exploitant a identifié le même problème concernant la cuve de soude et l'a traité de manière identique.</p> <p>L'exploitant a présenté à l'inspection les échanges par mail (dernier du 26 avril) avec Suez Bioénergie.</p>
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b> <p><b>Conformément au délai accordé dans le rapport de l'inspection du 31/10 2023, l'exploitant transmettra à l'inspection les éléments mis à jour en septembre 2024.</b></p>
<b>Respect de la prescription :</b> 
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 3 Mois



## N° 5 : Traçabilité des déchets – utilisation de Trackdéchets

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 24/11/2022, article R. 541-45
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2024 - Traçabilité des déchets – utilisation de Trackdéchets
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>I.-Le ministre chargé de l'environnement met en place une base de données électronique centralisée, dénommée “ système de gestion des bordereaux de suivi de déchets ”.</p> <p>Toute personne qui produit des déchets dangereux ou des déchets POP, tout collecteur de petites quantités de ces déchets, toute personne ayant reconditionné ou transformé ces déchets et toute personne détenant des déchets dont le producteur n'est pas connu et les remettant à un tiers émet, à cette occasion, un bordereau électronique dans le système de gestion des bordereaux de suivi de déchets. Lors de la réception et de la réexpédition des déchets, le transporteur et la personne qui reçoit les déchets complètent le bordereau électronique.</p> <p>Lorsqu'une transformation ou un traitement aboutit à produire des déchets dont la provenance reste identifiable, l'auteur du traitement informe l'expéditeur initial des déchets de leur destination ultérieure en complétant le bordereau électronique.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant utilise Trackdéchets pour tous ses déchets dangereux, il utilise le même SIRET pour les déchets transitant par l'ISDD, l'ISDND, la plateforme de terres et l'installation de compostage.</p> <p>L'exploitant utilise également Trackdéchets pour gérer la grande majorité de ses déchets non dangereux. Certaines terres non dangereuses sont gérées par bordereaux de suivi, l'exploitant s'adapte sur ce sujet aux différents producteurs.</p> <p>L'inspection interroge l'exploitant quant à sa méthode de déclaration sous GERE, les différentes installations du site disposant du même SIRET. L'exploitant explique avoir supprimé l'intégralité des lignes préremplies dans GERE à partir de Trackdéchets pour refaire une déclaration complète pour chaque AIOT à l'aide de son outil interne.</p> <p>A la demande de l'inspection, l'exploitant présente son registre interne concernant les déchets antérieurs à l'utilisation de Trackdéchets et explicite certains codes de traitement utilisés :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>• D5 : mise en stockage sans stabilisation (concerne les déchets amiantés et ceux dont l'analyse démontre l'absence de besoin de stabilisation)</li><li>• D9F : stabilisation (D9) puis mise en stockage (D5)</li><li>• D15 : il s'agit des terres polluées aux polluants organiques persistants (POP) issues du « chantier Bertholet », ces terres ont été envoyées en incinération chez TREDI à Salaise et Saint Vulbas.</li></ul>
<b>Respect de la prescription :</b> 
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b>

## N° 6 : Traçabilité des déchets – utilisation du Registre national

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 30/03/2021, article R. 541-43
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2024 - Traçabilité des déchets – utilisation du Registre national
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>II.-Le ministre chargé de l'environnement met en place une base de données électronique centralisée, dénommée "registre national des déchets", dans laquelle sont enregistrées les données transmises par les personnes suivantes : 1° Les exploitants des établissements produisant ou expédiant des déchets dangereux ou des déchets POP ; 2° Les collecteurs, les transporteurs, les négociants, les courtiers de déchets dangereux ou de déchets POP ; 3° Les exploitants des installations de transit, de regroupement ou de traitement de déchets dangereux ou de déchets POP ; 4° Les exploitants des installations d'incinération ou de stockage de déchets non dangereux non inertes ; 5° Les exploitants des installations dans lesquelles les déchets perdent leur statut de déchet selon les dispositions de l'article L. 541-4-3. A compter du 1er janvier 2022, ces personnes transmettent par voie électronique au ministre chargé de l'environnement les données constitutives du registre mentionné au I. Cette transmission se fait au moyen du télé-service mis en place par le ministre chargé de l'environnement ou par échanges de données informatisées selon les modalités définies par le ministre chargé de l'environnement. Elle a lieu, au plus tard, sept jours après la production, l'expédition, la réception ou le traitement des déchets ou des produits et matières issus de la valorisation des déchets, et chaque fois que cela est nécessaire pour mettre à jour ou corriger une donnée. Les personnes exonérées, en application du deuxième alinéa du I, de la tenue du registre prévu au même I sont également exonérées de la transmission des données prévue à l'alinéa précédent.</p> <p>[...]</p> <p>III.-Les personnes s'étant acquittées de l'obligation de transmission des informations au registre national des déchets n'ont plus l'obligation de tenir à jour et de conserver le registre prévu au I. Les données présentes dans le registre national des déchets demeurent accessibles à la personne les ayant transmises, de façon à ce qu'elle puisse les présenter aux autorités en charge du contrôle, à leur demande.</p> <p>La transmission des informations du bordereau électronique au système de gestion des bordereaux de suivi de déchets mentionné à l'article R. 541-45 vaut transmission des informations au registre national des déchets lorsque cette transmission respecte les conditions du II en matière de délai et de contenu.</p> <p>La transmission des informations au registre national des terres excavées et sédiments mentionné à l'article R. 541-43-1 vaut transmission des informations au registre national des déchets lorsque cette transmission respecte les conditions du II en matière de délai et de contenu.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Comme pour Trackdéchets, l'exploitant complète le RNDTS en utilisant le SIRET unique pour l'ensemble du site. L'exploitant confirme renseigner le RNDTS avec les déchets non dangereux entrants et sortants. Le RNDTS est renseigné via la base Sirius (outil SARPI) pour les déchets non dangereux, les terres et les sédiments.</p> <p>Concernant les déchets non dangereux et certaines terres ayant le statut de déchet, la traçabilité est dans la majorité des cas gérée via l'outil Trackdéchets.</p> <p>L'exploitant indique de lui-même à l'inspection qu'il n'est actuellement pas en capacité de respecter le délai de transmission des données au RNDTS (7 jours). Un automate programmable industriel (API) est en cours de développement au niveau du groupe qui permettra de respecter ce délai mais l'exploitant n'est pas en capacité de s'engager quant au délai de déploiement de cet outil.</p> <p>Dans l'attente, l'exploitant renseigne le RNDTS par « rattrapages » sur un pas de temps de l'ordre du mensuel.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p><b>L'exploitant a identifié de lui-même le non respect du délai de transmission des informations au RNDTS. IL doit mettre en œuvre une organisation lui permettant de respecter ce délai.</b></p>

**Respect de la prescription :**




**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 12 Mois

## N° 7 : Rupture de traçabilité

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 10
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques - Traçabilité
<b>Prescription contrôlée :</b> <p>Les informations contenues dans les registres visés aux articles 1er et 2 du présent arrêté, tenus par les personnes exploitant des établissements réceptionnant et réexpédiant des déchets, assurent la traçabilité entre les déchets entrants et les déchets sortants.</p> <p>Les informations contenues dans les registres visés aux articles 6 et 7 du présent arrêté, tenus par les personnes exploitant des établissements réceptionnant et réexpédiant des terres excavées et sédiments, assurent la traçabilité entre les lots entrants et les lots sortants.</p> <p>Les établissements réalisant une transformation importante des déchets, des terres excavées ou des sédiments, ne permettant plus d'en assurer la traçabilité, sont exonérées des obligations de traçabilité spécifiées aux deux premiers alinéas, uniquement si l'arrêté préfectoral fixant les prescriptions d'exploitation de ces installations le prévoit.</p> <p>Les informations contenues dans les registres visés aux articles 1er et 5 du présent arrêté, tenus par les personnes qui traitent des substances ou objets qui sont des déchets afin qu'ils cessent d'être des déchets conformément à l'article L. 541-4-3 du code de l'environnement, y compris pour les terres excavées et sédiments ayant le statut de déchets, permettent d'assurer la traçabilité entre les déchets entrants et les substances ou objets ayant cessé d'être des déchets.</p>
<b>Constats :</b> <p>L'inspection interroge l'exploitant quant à certains déchets apparaissant dans Trackdéchets comme ayant bénéficié d'une rupture de traçabilité. Or l'arrêté préfectoral du site ne l'autorise pas.</p> <p>L'exploitant explique qu'il renseigne Trackdéchets par l'intermédiaire de l'outil « SIRIUS » (outil SARPI). Or cet outil commun à toutes les plateformes du groupe cocherait automatiquement la case « rupture de traçabilité » pour toutes les terres entrantes.</p> <p>L'exploitant précise qu'il souhaite déposer dans les prochains mois un dossier de porter à connaissance (PAC) auprès du préfet afin d'obtenir l'autorisation de pratiquer la rupture de traçabilité. L'inspection étudiera le dossier en question, mais précise déjà à l'exploitant que cette demande devra être justifiée et limitée aux terres (ou autres déchets) subissant une transformation importante ne permettant plus d'en assurer la traçabilité. Aussi il est important de faire évoluer en parallèle l'outil de déclaration pour permettre d'assurer le suivi de la traçabilité.</p>
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b> <p><b>L'exploitant doit faire évoluer son utilisation de Trackdéchets pour assurer la traçabilité des déchets jusqu'à leur valorisation ou élimination finale. Pour les déchets subissant une transformation importante ne permettant plus d'en assurer la traçabilité, il doit transmettre au préfet un dossier de porter à connaissance.</b></p>
<b>Respect de la prescription :</b> 
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 3 Mois

## N° 8 : Gestion de terres contaminées au mercure

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 12/01/2018, article 9.4.8
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques - Gestion des terres polluées
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Avant toute opération, les déchets sont déchargés sur la zone d'accueil des déchets (terres et mâchefers) :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>• les deux types de mâchefers réceptionnés (MIDD ou MIDND) sont gérés distinctement au sein de la zone d'accueil dédiée aux mâchefers. À cet effet, des espaces clairement identifiés et délimités par des murs bétons sont prévus ;</li><li>• une banque de terres est réalisée. En fonction des besoins et des caractéristiques de pollution des lots de terres, l'entreposage est réalisé de façon séparative. Cette séparation peut être réalisée au moyen de murs bétons mobiles par exemple (en T ou en L).</li></ul> <p>Quel que soit le traitement opéré, le mélange de lots de terres n'est autorisé que si :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>• la pollution est identique ou de même nature ;</li><li>• le mélange présente effectivement un intérêt pour la qualité du traitement (structurant ou aérant ou homogénéisation des terres polluées) et permet de constituer une préparation de charge nécessaire à une marche optimale du procédé de traitement.</li></ul> <p>Le mélange de terres contaminées par des PCB avec une concentration &gt; 50 ppm avec des d'autres terres est strictement interdit. Si besoin, les déchets sont pré-triés/traités sur la zone d'accueil (broyage, criblage) avant d'être acheminés vers la zone de préparation/travail ou de traitement.</p> <p>Le mélange de lots de terres est effectué si et seulement si les lots mélangés :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>• sont destinés à être évacués vers un même exutoire et/ou pour un même usage final selon les conditions fixées à l'article 9.4.12.1, le cas échéant après un éventuel traitement permettant de réduire la charge polluante en fonction de l'exutoire ou de l'usage final ;</li><li>• sont compatibles avec une même méthode de traitement et un même objectif de traitement défini à travers le(s) CAP ou IP ;</li></ul> <p>En aucun cas, le mélange de lots de terres n'est opéré en vue de réduire la pollution par dilution.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>A la demande de l'inspection, l'exploitant rappelle les dépollutions qu'il est autorisé à mettre en œuvre sur son site :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>• la gestion de terres polluées aux hydrocarbures au travers d'un traitement biologique ;</li><li>• la gestion des polluants solubles au travers d'un lavage à l'eau (activité en cours de déploiement).</li></ul> <p>L'ensemble des terres polluées et bétons arrivant sur la plateforme font l'objet d'une analyse, pour cela un échantillonnage moyen est réalisé pour chaque lot constitué au maximum de 5 camions (exigence de l'arrêté préfectoral) ou du nombre de camions arrivés pendant 3 jours maximum (pratique du site).</p> <p>La majorité des déchets entrant sur le site arrive avec un code de traitement prévu R12 (parfois D15), le code de traitement évolue souvent vers un code D5 (stockage). L'exploitant justifie le code initial en R car il lui apparaît plus understandable d'éliminer un déchet reçu pour valorisation que de valoriser un déchet reçu pour élimination.</p> <p>Les critères d'admissibilité sont ceux fixés par l'article 9.4.4 de l'arrêté d'autorisation.</p> <p>L'exploitant oriente ensuite les lots en fonction des résultats des analyses (reçues en général après un délai de 3 à 4 semaines) : traitement externe, traitement biologique interne, stabilisation (puis nouveau contrôle qualité) avant stockage ou stockage direct.</p> <p>L'exploitant présente la procédure GEN PRO 016, Acceptation préalable, renouvellement et admission, datée du 13/07/2022, qui reprend les éléments décrits par l'exploitant.</p> <p>L'exploitant présente également le registre des fiches de liaisons, qui intègre les refus, chaque refus étant motivé. L'inspection constate ainsi quelques refus chaque mois, souvent en raison de la surcharge du camion ou de la non</p>

conformité de l'emballage.

L'inspection interroge l'exploitant concernant la gestion des déchets pollués au mercure. L'exploitant indique les gérer de façon séparative sur la plateforme. En raison de la volatilité du mercure et afin de ne pas polluer l'installation de stabilisation (unité PSS), les déchets pollués au mercure et gérée en interne au site sont travaillés directement dans l'alvéole de stockage. Si le taux de Hg brut est supérieur à 100 mg/kg, un prétraitement au soufre est effectué sur place par SARPI Remédiation. Si une stabilisation est nécessaire, l'exploitant apporte le coulis dans l'alvéole et mélange les éléments directement sur place.

Par échantillonnage, l'inspection demande à suivre le traitement de 3 Bordereaux de Suivi de Déchets (BSD) :

- **BSD-20230912-ZWCNWEFK6**

Ce bordereau concerne un lot de 23,58 t de terres polluées au mercure (17 05 03\*) reçues pour valorisation (R12). Ce lot regroupe 2 camions réceptionnés le 13/09/2023. Les résultats des analyses sont réceptionnés le 11/10/2023 et aboutissent à un taux Hg de 0,0017 < 2 mg/kg (seuil d'admission au stockage). Le 20/10/2023, le lot est donc orienté, via une « sortie de plateforme » vers un stockage dans le casier 2B de l'ISDD.

- **BSD-20230926-WTYP3PQN5 → D5 / D15**

Ce bordereau concerne un lot de 13,92 t de terres polluées au mercure (17 05 03\*), reçues pour élimination (D15). Ces terres ont été stockées dans l'ISDD (D5).

- **BSD-20230727-3XCVPS72W**

Ce bordereau concerne un lot de 30 t de terres polluées (17 05 04) reçues le 27/07/2023 pour valorisation (R12). Ces terres étaient susceptibles d'être polluées en hydrocarbures (1120 mg/kg). Ce lot a été séparé par criblage :

- les fines ont été montées le 22/01 2024 en biotertres dans la pile n° 41. Cette pile est toujours en cours de traitement. En effet, en l'absence d'arrivée de nouvelles terres, l'exploitant maintient les tertres afin d'abattre au maximum des polluants. Des échantillons seront pris pour orienter le lot sortant. Le traitement final pourrait être du R5 (à valider après analyses) ;
- les refus de crible sont actuellement stockées, quand le tas de refus de crible atteint 500 t (actuellement 149,6 t), l'exploitant analyse un échantillon pour orienter (la plupart du temps ces refus sont inertes).

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**


**L'inspection souhaite que l'exploitant apporte des éléments complémentaires concernant l'utilisation d'un code non étoile pour des terres susceptibles d'être polluées.**

**Respect de la prescription :** 

**Type de suites proposées :** Sans suite

**Proposition de suites :**

## N° 9 : Déclaration GEREPE plateforme

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 31/01/2008, article 4
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques - Déclaration GEREPE
<b>Prescription contrôlée :</b> III.-L'exploitant d'un établissement visé à l'annexe I a ou Ib assurant le stockage, transit, regroupement ou traitement y compris le tri de déchets dangereux déclare chaque année au ministre en charge des installations classées, les quantités admises et éventuellement traitées sur le site. L'exploitant d'un établissement visé à l'annexe I a ou I b assurant le stockage, l'incinération, le compostage, la méthanisation de déchets non dangereux ou le traitement de déchets non dangereux permettant de bénéficier de la procédure de sortie du statut de déchet déclare chaque année au ministre chargé des installations classées les quantités admises et traitées sur le site. L'exploitant d'un établissement visé à l'annexe I a ou I b assurant le stockage de déchets inertes déclare chaque année au ministre en charge des installations classées les quantités admises et traitées sur le site. Cette déclaration comprend : <ul style="list-style-type: none"><li>-la nature du déchet (code du déchet au regard de la nomenclature définie à l'annexe de la décision 2000/532/ CE dans sa version modifiée par la décision 2014/955/ UE susvisée) ;</li><li>-la quantité par nature du déchet ;</li><li>-l'origine géographique des déchets par nature du déchet ;</li><li>-le mode de valorisation ou l'élimination selon les codes spécifiques de l'annexe IV ;</li><li>-les déchets ayant bénéficié de la procédure de sortie du statut de déchet tel que mentionné à l'article L. 541-4-3.</li></ul>
<b>Constats :</b> Les BSD demandés dans le constat précédent provenant du Jura, l'inspection demande à l'exploitant de justifier l'absence de déclaration dans GEREPE de terres polluées 17 05 03* en provenance du Jura. L'exploitant explique qu'il ne déclare dans GEREPE que les déchets mis en stockage. Or les mises en stockage transitent forcément par la plateforme terres polluées, de fait l'origine des déchets mis en stockage deviendrait « Côte d'Or ».
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b> <b>Lors de la déclaration GEREPE 2024, l'exploitant déclarera, en plus des déchets stockés, l'ensemble des déchets dangereux admis sur son installation conformément aux 1er et 2ème alinéas du III de l'article 4 de l'arrêté ministériel.</b>
<b>Respect de la prescription :</b> 
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 9 Mois